

Cause Commune

numéro 21 - été 2008

Journal anarchiste - www.nefac.net



Flash back : La manif du Camp des mal-logéEs, en 2004 (Photo: Ruptures)

Le Camp des «4 sans»: Se mobiliser pour le droit au logement

Du 26 au 28 juin, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) organise à Québec le Camp des «4 sans». L'action vise à permettre aux «sans toit», aux «sans l'sou», aux «sans droits» et aux «sans voix» de prendre le haut du pavé en occupant pendant quelques jours un lieu au cœur des festivités marquant le 400^e anniversaire de la Ville de Québec. Pour le FRAPRU, l'objectif est «de frapper l'imaginaire par une mobilisation exemplaire dans le but de faire avancer la cause des locataires».

Cette mobilisation, qui s'annonce comme la plus importante organisée depuis le Camp des mal-logéEs (tenu à Québec au mois d'octobre 2004), s'inscrit dans une conjoncture difficile pour les locataires. On le sait, le début des années 2000 a été marqué par une crise du logement qui a fait des milliers de victimes. Les rapports entre propriétaires et locataires ont pris la forme d'une guerre de tranchées, marquée par les hausses de loyer à répétition et la multiplication des reprises de logement dans les quartiers populaires en voie de gentrification. Heureusement, la voracité des propriétaires s'est butée à la résistance de bien des locataires qui, malgré les pressions, ont choisi de se battre pour améliorer leurs conditions de vie.

Dans ce contexte difficile, le mouvement pour le droit au logement a continué d'informer et de mobiliser les locataires par le biais de manifestations, d'occupations, de pétitions, de porte-à-porte. Le résultat de ce travail acharné a permis un maintien du statu-quo au plan législatif et la construction de plusieurs milliers de logements sociaux, principalement sous la forme de coopératives d'habitation et d'OSBL. C'est peu, mais c'est aussi beaucoup. N'oublions pas que nous faisons face à un lobby

puissant, celui des propriétaires privés. Leurs associations cherchent à obtenir la déréglementation quasi-complète du marché locatif tout en s'opposant farouchement au développement du logement social (qui leur volerait des clientEs potentielLEs!). Seule une mobilisation soutenue et une vigilance constante ont permis d'éviter le pire.

Malheureusement, rien n'est jamais acquis, pas mêmes les rares avancées obtenues au fil des ans. Depuis 2007, les budgets consacrés par le gouvernement du Québec à la construction de nouveaux logements sociaux ont été considérablement réduits. Quant au gouvernement fédéral, n'en parlons pas : à ses yeux, la guerre en Afghanistan passe bien avant le bien-être des locataires. L'objectif que s'est donné le FRAPRU, celui de doubler le nombre de logements sociaux au Québec d'ici 10 ans, n'est envisageable que par la construction d'un plus grand rapport de force. Jusqu'où les actions symboliques comme le Camp des «4 sans» permettent-elles d'aller? Sont-elles suffisantes pour obtenir la socialisation du parc de logements locatifs? Poser la question, c'est y répondre... partiellement. En effet, chaque mobilisation doit nous permettre de convaincre de nouvelles personnes de descendre dans la rue, de s'unir pour résister, de se joindre à nous pour construire ensemble le mouvement.

Seule cette accumulation de forces, jumelée à une analyse, un discours et des pratiques combatives, nous permettra de constituer à terme l'expression d'un véritable contre-pouvoir capable d'imposer ses priorités. C'est dans cette perspective qu'on pourra juger du succès ou de l'échec du Camp des «4 sans», par son impact sur les mobilisations à venir.

Le «Droit de cité»

Le 3 juillet prochain, les militaires du 22^e régiment de l'armée canadienne paraderont encore une fois dans les rues de la Vieille Capitale. Cette opération de propagande et de justification de l'existence de cette institution archaïque et nuisible porte le nom de «Droit de Cité». À Québec, depuis 1975, c'est le 3 juillet (anniversaire de la ville) que les clowns en rouge avec leurs longs chapeaux noirs tout droit sortis d'un mauvais film de Walt Disney se pavanent en ville, se montrant sans gêne à la population.

Cette année, il ne s'agit pas d'une édition carnavalesque mineure comme ce fut le cas les années précédentes. Oh que non! Pour celles et ceux qui reviennent à la vie ou qui débarquent d'une autre planète, nous sommes en plein dans les festivités du 400^e anniversaire de la ville de Québec. Tout est permis: le Congrès eucharistique (une autre immondice) et ses dépenses folles de fonds publics, un festival aérien survitaminé (encore une belle démonstration d'armement au fond), une revalorisation à outrance d'endroits publics laissés à l'abandon depuis des décennies, etc. Le tout suivi par un nationalisme crasseux qui tente de récupérer l'année en disant des insanités comme: «Quatre cent ans d'occupation française» et «C'est la fête du grand peuple québécois au complet». Bref, 2008 est une année merdique dans notre belle capitale.

Pour en revenir aux clowns du 3 juillet, il est primordial de définir ce qu'est supposé être le Droit de cité. Ce «droit» peut se résumer à l'obtention de la permission de pénétrer les murs de la cité, un genre de retour officiel à la maison. Bon, comme on le sait, le 22^e régiment l'a depuis 1975, donc il n'y a pas de quoi en faire une parade à tous les ans. Et c'est là d'ailleurs que le bât blesse. Rien ne dit que la population de Québec ou du Québec en général désire toujours octroyer ce privilège aux militaires, surtout avec les âneries qu'ils sont en train de commettre partout dans le monde, expressément en Afghanistan.



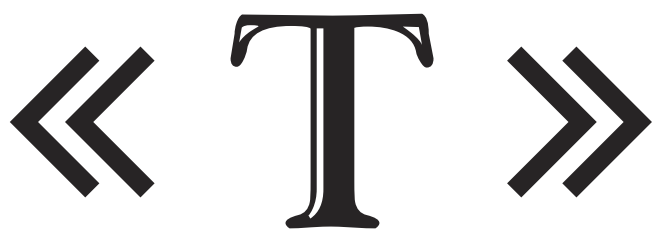
Pis encore, 2008 verra des milliers de militaires déambuler dans les rues de la ville en héros et héroïnes qui se sont sacrifiéEs, elles/eux et leurs familles, «pour la mission humanitaire en Afghanistan». Vous connaissez, non? Cette république islamique où les femmes ont été libérées par les militaires occidentaux, où la démocratie à été remise en selle par les armes libératrices des soldats de pays riches et où les méchants oppresseurs ont été rayés de la carte à grands coups de chars d'assaut. Si vous ne connaissez pas, c'est que vous êtes trop au courant et que la propagande du 3 juillet ne saura vous atteindre.

Malheureusement, cette opération publique à grand déploiement tentera de passer sous silence tout ce qui se passe réellement en Afghanistan. C'est pour cela, en plus du fait que l'on ne veuille rien savoir d'endurer une démonstration de la force militaire basée à Valcartier, que l'on doit briser le fameux consensus qui régnerait supposément autour du Droit de cité et de sa manifestation militaire hideuse. Le 3 juillet prochain, les forces antimilitaristes n'auront d'autres choix que de prendre la rue. Le 3 juillet prochain, les forces vives de partout au Québec ne laisseront pas se dérouler sans contestation ce freak show dans les rues de Québec.

La Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) appuie la manifestation mise de l'avant par le collectif Guerre à la Guerre avec fierté et détermination et invite touTEs ses sympathisantEs à l'action du 3 juillet. Rassemblement à 10h au Parc de l'Amérique française près des bannières rouges et noires.



L'anarchie de A à Z



comme Terrorisme

L'occupation militaire de l'Afghanistan fait partie intégrante d'une vaste croisade impérialiste qui prend pour prétexte la «guerre au terrorisme». Qu'en est-il au juste ?

Le terrorisme désigne généralement les actions violentes menées contre la population civile, de telle sorte que leur retentissement psychologique – terreur et peur – dépasse largement le cercle des victimes directes pour frapper l'opinion publique. Il s'agit d'une tactique répugnante. Le terrorisme fait bien l'affaire des gouvernants car la peur demeure le meilleur moyen de mobiliser l'opinion et de couper court à tout débat. «Vous êtes avec nous ou contre nous» lançait, menaçant, George W. Bush à la planète entière.

La peur a toujours servi avec un zèle constant l'autorité, dans les systèmes de domination archaïques ou dictatoriaux comme dans nos soi-disant démocraties. Après la disparition de la «menace communiste», les élites politico-militaires ont dû instrumentaliser un nouvel ennemi, l'islamisme radical. Ironiquement, c'est l'Occident, dans le feu de la lutte anticommuniste, qui a dopé ce courant en l'équipant et en le formant militairement. Il suffit de rappeler que Ben Laden, recruté à Istanbul en 1979, a été un agent de la C.I.A. pendant presque 10 ans. Terrorisme et islamisme radical: nouvelle menace, nouvelle peur, nouveau pouvoir.

La peur est bien pratique, elle permet aux maîtres de se porter garants du bien-être et de la sécurité de «leur peuple». Elle permet également de désigner un «ennemi

intérieur» qu'il s'agit d'anéantir. Les oligarchies modernes et pseudo-démocratiques s'ingénient à susciter la peur du «pire», la frayeur de «ce qui pourrait advenir si...» (si nous, vos bons maîtres, n'étions pas, ou hélas plus, là, pour vous défendre), le contrat social reposant alors sur une «vérité» massivement diffusée : «Ici, c'est mieux qu'en face».

Les gouvernements vont parfois même jusqu'à instrumentaliser, commanditer ou faciliter l'action terroriste afin de créer une crise qui leur sera profitable. Ainsi, on a découvert récemment que de nombreux attentats attribués aux anarchistes et aux Brigades rouges, dans les années 1970 en Italie, était en fait l'œuvre de groupes d'extrême-droite téléguidés par certaines factions de la classe dirigeante. Cette «stratégie de la tension» vise à déstabiliser une société afin de provoquer un désir d'ordre favorisant les solutions autoritaires. Plus près de nous, il est connu et documenté que les forces de l'ordre, notamment la GRC et le SCRS, ont trempé dans une série d'opérations louches (incluant un attentat à la bombe pour discéditer le syndicalisme de combat de la CSN).

Des premières racines de l'esclavage et du colonialisme jusqu'à la dernière phase de mondialisation, le capitalisme a toujours utilisé le terrorisme pour asseoir violemment sa domination. Du massacre des peuples autochtones aux bombardements de populations civiles en passant par les blocus économiques et les assassinats ciblés de militantEs par les escadrons de la mort, l'histoire est ponctuée d'atrocités commises par les maîtres du monde contre la population civile pour frapper l'opinion publique. Les ingrédients de la doctrine stratégique de la Terreur moderne : le massacre, le choc psychologique, la guerre médiatique, la propagande et la contre-propagande, Amen.

De tout temps, les maîtres ont eu intérêt à entretenir la confusion autour du terrorisme. Ainsi, les terroristes des uns sont souvent les libérateurs des autres. Qui aujourd'hui oserait qualifier les résistantEs françaisES des années 1940 de terroristes ? Pourtant, c'était l'étiquette infâmante que l'occupant nazi leur accolait. Il ne faut pas confondre lutte armée et terrorisme. La ligne est mince, pour nous un pas est franchi lorsque l'on s'attaque aveuglément aux populations civiles.

Pour nous, cette lutte internationale contre le «terrorisme» et l'islamisme radical n'est qu'une guerre mondiale contre l'humanité pour que certains puissants puissent le rester. C'est la misère et la guerre qui sont le ferment du terrorisme. Sans paix et justice, pas de recul du terrorisme. L'actuelle «guerre au terrorisme» ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. À notre avis, les plus grands terroristes sont ceux et celles qui nomment «Liberté» les barreaux qui retiennent les peuples dans leur cage et «Vérité» les plus basses manipulations qui n'ont rien à envier à l'histoire des plus grandes tyrannies. Il s'agit de ne pas se tromper de cible.

La rage du peuple

Depuis quelques années, des militants et militantes communistes libertaires de Sherbrooke parlent de redonner vie à un collectif anarchiste suite à la lente disparition de L'Accolade (nom de l'union sherbrookoise fédérée à la NEFAC active jusqu'en 2005). La création du collectif du 19 juillet (au printemps dernier) a donc matérialisé le désir d'avoir un pôle communiste libertaire réellement actif à Sherbrooke.

Le collectif du 19 juillet anime hebdomadairement l'émission de radio «La rage du peuple» sur les ondes de CFLX 95,5 FM, la radio communautaire de l'Estrie. L'émission fait un retour sur les luttes sociales en cours tout en y ajoutant une perspective communiste libertaire. «La rage du peuple» mêle donc actualité, interview avec les acteurs et actrices des mouvements sociaux et discussions sur des sujets thématiques tels que le nationalisme et la brutalité policière.

Outre ce rendez-vous hebdomadaire, vous pouvez toujours nous suivre sur notre blog ; nous y diffusons régulièrement des articles sur nos activités, sur les luttes sociales et plus largement sur la théorie anarchiste.

Pour écouter l'émission de radio sur Internet : <http://www.cflx.qc.ca/>

Blog : <http://nefac-sherbrooke.blogspot.com>

Vers une nouvelle organisation révolutionnaire

Après sept ans de maturation et bien des luttes, les camarades regroupés au sein de l'Union régionale de la NEFAC ont décidé de faire le saut et de formaliser l'existence d'une organisation québécoise autonome.

Refondation

Le mouvement communiste libertaire est en plein ébullition en Amérique du Nord. Depuis un an, de nouvelles organisations ont vu le jour un peu partout. Des liens commencent à se tisser entre les différents groupes, un forum a vu le jour et une première conférence a eu lieu à New York au début juin. Il est plus que temps de passer à une étape supérieure. C'est pourquoi la NEFAC se restructure et adoptera un projet de type confédéral unissant des organisations locales et régionales sur tout le continent.

Une nouvelle organisation communiste libertaire spécifique au Québec verra donc le jour cet automne. Un congrès de fondation est à l'ordre du jour. Nous cherchons la meilleure façon de faire progresser l'anarchisme organisé, et il nous semble qu'il s'agit là de l'option la plus judicieuse.

Pour l'anarchie et le communisme!
Union régionale du Québec – NEFAC



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500\$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1% et 2% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.



Le blogue d'information politique
La Commune
WWW.NEFACMTL.BLOGSPOT.COM

Blogue de combat



VOIX DE FAITS
Actualité sociale et politique par le Collectif anarchiste La Nuit (NEFAC-Qc)
voixdefaits.blogspot.com

Pendant ce temps... en France

Dans le cadre du salon du livre anarchiste de Montréal, nous avons rencontré des camarades d’Alternative Libertaire, une organisation communiste libertaire française. Nous avons profité de l’occasion pour leur poser quelques questions sur l’état actuel du paysage politique et des luttes dans lesquelles ils s’impliquent activement en France.

– **Quels sont les principaux débats de la gauche radicale française actuellement ?**

Il y a un débat fondamental qui traverse toute la gauche radicale et le mouvement social, c’est la question de l’autonomie des luttes et de la capacité des mouvements sociaux à s’auto-représenter. Evidemment ce n’est pas théorisé de façon aussi explicite. Mais quand même. Depuis Décembre 95, qui a correspondu au lancement d’un nouveau cycle de luttes et de maturation du mouvement social et syndical, certains militants trotskistes ou de la néosocial-démocratie n’ont eu de cesse de larmoyer sur «l’anarcho-syndicalisme du mouvement social». Ce sont les termes qu’ils emploient. Concrètement cela veut dire que le mouvement social français est à leur goût trop indifférent aux questions politiques et institutionnelles. Cela dessert donc leur projet de former un nouveau parti «à gauche vraiment» qui serait la traduction institutionnelle des mouvements sociaux. De ce point de vue, le modèle ultime, en Europe, a longtemps été le Parti des travailleurs de Lula au Brésil. A présent que Lula s’est vauté dans la trahison, c’est plutôt Die Linke en Allemagne... Mais leur obsession reste toujours la même: convaincre que les mouvements sociaux ont besoin de nouer une alliance avec un parti qui les représenterait dans les urnes. «Il faut donner un débouché politique aux luttes»: c’est leur refrain préféré. Alternative libertaire a toujours combattu cela — le premier «Appel pour l’autonomie du mouvement social», auquel pas mal de libertaires syndicalistes avaient contribué, date déjà de 1998.

Ce débat structurant a pris un nouveau tour depuis la défaite du mouvement sur les retraites de 2003. Actuellement on peut considérer que le mouvement social (notamment les syndicats SUD (des syndicats de base plus combatifs), mais aussi la mouvance des organisations de chômeurs, de lutte du logement, etc.) est dans une période de désarroi, de perte de confiance en lui-même et dans sa capacité à obtenir des victoires. Du coup les thèmes institutionnels reviennent en force. Et pas mal de militantes et de militants des mouvements sociaux se disent mollement: «Bof, puisqu’on n’a pas gagné dans la rue, autant faire autre chose». Ça a donné la candidature ô combien symptomatique de José Bové, ou le petit score d’Olivier Besancenot, de la Ligue communiste révolutionnaire (un parti trotskiste), à la présidentielle 2007. Par rapport à cela, Alternative libertaire doit argumenter et répéter cette idée de base que le «débouché politique» des luttes... c’est la victoire des luttes. Et que l’organisation des travailleuses et des travailleurs pour lutter pour leurs droits rapportera toujours dix fois plus qu’une «nouvelle gauche» politicienne.

Livre: Le Mouvement masculiniste au Québec

Mélissa Blais, prof. de travail social à l’Université du Québec en Outaouais et Francis Dupuis-Déri, prof. de science politique à l’UQAM se sont jointEs à une dizaine d’auteurEs pour écrire un des rares livres en français sur le masculinisme. Il s’agit d’un livre absolument marquant par sa pertinence, d’autant plus que «depuis quelques années, l’idée que les hommes vont mal et qu’ils vivent une crise d’identité gagne des adeptes» (p. 11). Le discours masculiniste est clair : les femmes et les féministes sont responsables de cette crise identitaire.

Or, Diane Lamoureux qui prend part à l’ouvrage collectif rappelle, à juste titre, que «[...] ce n’est pas parce que l’égalité a été obtenue que l’on s’oppose au féminisme, mais plutôt pour éviter qu’elle n’advienne» (p. 72). D’ailleurs, comme le démontre Ève-Marie Lampron, il est fort révélateur « qu’à chaque avancée ou présence

– **Quels sont actuellement les principales batailles et les principaux fronts de lutte dans lesquels AL s’implique activement ?**

Depuis plusieurs mois à Paris et en région parisienne, des grèves de travailleurs sans papiers se multiplient. Il s’agit d’un mouvement massif initié par le syndicat CGT et l’association Droits devant!! – mais dans lequel on trouve également les syndicats SUD et la CNT – où des centaines de travailleurs, souvent employés dans les secteurs du nettoyage ou de la restauration se sont mis en grève et réclament des papiers pour pouvoir vivre décemment en France. Ce sont des personnes qui sont là souvent depuis des années, travaillent dans des conditions très précaires,



payent des taxes à l’État français qui refuse de les régulariser. Actuellement, moins de 10 % des dossiers déposés en préfecture de demande de régularisation ont abouti favorablement. Depuis le début, les militants d’Alternative libertaire sont impliqués dans cette lutte amenée à transformer le paysage syndical français – dans le sens où il est appelé à coller davantage à la réalité du prolétariat d’aujourd’hui.

– **Avec la droite au pouvoir depuis plusieurs années en France, quelle est la situation sur le front antifasciste ? AL y participe-elle activement ?**

Depuis l’échec de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de 2007, le FN n’est plus très «à la mode». Il faut dire que beaucoup de ses idées ont été reprises par Sarkozy et bénéficient même d’une certaine complaisance de la part du Parti socialiste et des centristes. Mais bien sûr l’extrême droite est toujours capable d’organiser des actions violentes. C’est de plus en plus le fait de petits groupes «incontrôlés» – parfois des «soldats perdus» – liés ou non à un FN en perte de vitesse. Face à cela, le front antifasciste s’est largement étiolé. Aujourd’hui il se réduit de plus en plus à la mouvance libertaire (AL, CNT, No Pasaran), voire à certains trotskistes (JCR). Nous parlons ici des organisations qui ne se contentent pas de se dire antifascistes, mais qui sont prêtes à mettre du monde dans la rue face aux nerfis.

L’intégrale de cette entrevue se trouve en ligne à www.nefac.net/entrevueAL

massive de femmes revendicatrices [...] dans l’histoire, des penseurs réactionnaires [aient] mis de l’avant des crises de la masculinité de manière à alarmer les autorités concernées, et à maintenir ainsi l’ordre social patricarcal» (p. 33). Les buts du mouvement masculiniste sont simples : la culpabilisation des femmes et des féministes pour les gains obtenues de dures luttes et leur mise au pas afin de perpétuer les inégalités et la main mise du pouvoir patriarcal sur notre société.

C’est là la démonstration qu’entreprennent, systématiquement et magnifiquement, les coauteurEs de cet ouvrage. Ils nous proposent un argumentaire fort intéressant et qui pulvérise efficacement les leurres construits par le mouvement masculiniste autour de quatre principaux thèmes : les garçons et l’école, le suicide chez les hommes, la symétrie de la violence conjugale, puis le système de justice qui refuserait systématiquement la garde des enfants aux pères. Une lecture indispensable!

Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec, L’antiféminisme démasqué*, Montréal, Les éditions remue-ménage, 2008.

Des anarchistes changent le nom d’une rue du Vieux-Québec



Dimanche le 15 juin 2008, des membres de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC) ont souligné à leur manière le 400e anniversaire de la ville de Québec : ils et elles ont «débaptisé» la rue Saint-Paul, à l’angle de la côte Dambourgès, en la renommant «rue Édouard-Beaudoire».

Édouard Beaudoire était un ouvrier et un socialiste d’origine française ayant participé à la Commune de Paris. Le 12 juin 1878, il fut tué d’une balle dans la tête par des militaires au coin de la rue Saint-Paul et de la côte Dambourgès. Beaudoire prenait part à une manifestation organisée en réaction aux mauvaises conditions de travail des ouvriers affectés à la construction d’édifices gouvernementaux.

Les membres de la NEFAC ont voulu rappeler par leur geste l’un des épisodes les plus tragiques de l’histoire des luttes ouvrières de la ville tout en dénonçant le rôle sanglant joué par les militaires dans la répression des revendications populaires.

Zizique

Punk/Oi!

Larmes aux poings

Les filles et les gars de Jeunesse Apatride viennent de lancer un nouveau pavé dans la marre, ou dans la vitrine, avec la parution de «Larmes aux poings», 4^e album du groupe oi/punk montréalais. S’y retrouvent 13 titres, presque tous en français. Pour ce qui est des thèmes abordés, personne ne sera perdu : J.A. est toujours aussi revendicateur et dénonce les méfaits du capitalisme, du sexisme et du racisme, dénonciations accompagnées en parallèle d’un discours basé sur l’espoir d’une société plus solidaire et plus juste. Musicalement, les oreilles attentives remarqueront peut-être un ensemble plus mélodieux, même si quelques pièces savent dépeigner par leur intensité. De quoi plaire à ceux qui préfèrent un message puissant livré en harmonie autant qu’à ceux et celles qui le préfèrent lancé à la black bloc style! Même si le groupe engagé offre le téléchargement gratuit de toutes ses chansons sur son site web (jeunesseapatride.org), nous ne pouvons que vous encourager à acheter le CD afin de leur permettre de préparer les prochaines tournées et enregistrements.

Hip-hop

Désobéissance

Deux ans après « Entre ciment et belle étoile », Keny Arkana remet ça avec « Désobéissance », un mini-album concept tournant autour de l’urgence de la lutte.



« Désobéissance », c’est six pièces coups de poing entrecoupées d’extraits signifiants des forums de « l’Appel aux Sans-Voix ». Ça démarre en force avec une série de textes rentre-dedans sur l’état du monde et d’appel à la rébellion et ça continue sur une note plus intimiste appelant au travail sur soi. Les textes sont toujours aussi magnifiquement travaillés et l’interprétation particulièrement puissante, les fans ne seront pas perdus.

Seule ombre au tableau (à notre avis), Keny Arkana n’a pas abandonné son côté religieux, mais il a évolué. Le dieu des chrétiens a pris le bord au profit de « Pachamama » et d’une mystique écologiste (avec tout de même un fort relent de culture catholique). Avec un peu de chance, la rappeuse découvrira peut-être l’existentialisme d’ici son prochain disque!

N’empêche, voilà un excellent brûlot qui trouvera sûrement sa place dans la trame sonore de la révolution.

www.keny-arkana.com

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Une scierie en grève à Valcourt

Le 26 février 2008, huit des onze travailleurs et travailleuses de la scierie de Valcourt ont choisi de résister devant les nouvelles exigences de leur patron et ils refusent encore de retourner au travail tant et aussi longtemps que leurs droits ne seront pas respectés.

La crise du bois d’œuvre a donné un excellent prétexte au propriétaire de l’usine pour réviser la convention collective de ses employé-e-s, ce qu’il s’apprêtait à faire avant que ceux-ci ne s’élèvent contre sa volonté. Pour commencer, il souhaite avoir le plein pouvoir sur l’embauche des ouvriers et ouvrières de sa scierie en déterminant lui-même les critères de sélection liés aux postes de travail. Il désire également juger de qui possède (ou pas) ces critères. Avec un tel système, l’ancienneté n’a plus de valeur ; elle laisse la place au favoritisme. Ensuite, le patron voudrait faire le travail des salarié-e-s à n’importe quel moment, même

lorsqu’il y a des mises à pied. L’employeur travaillerait donc au détriment des employé-e-s temporairement congédié-e-s. Toujours sous le prétexte de la crise du bois d’œuvre, le propriétaire de la scierie veut geler les salaires de ses employé-e-s pour cinq ans, tandis que le coût de la vie, lui, ne cesse de grimper. Tout cela sans parler du phénomène de la sous-traitance, qui réduit considérablement son besoin de main d’œuvre.

Pour toutes ces raisons, les employé-e-s de l’usine s’insurgent. Ils refusent de voir leurs droits brimés et affichent clairement leur révolte devant la population de Valcourt. Quant au propriétaire de la scierie, sa seule réponse a été d’installer des caméras de surveillance autour de son établissement. La confiance règne... Mais les grévistes résistent.

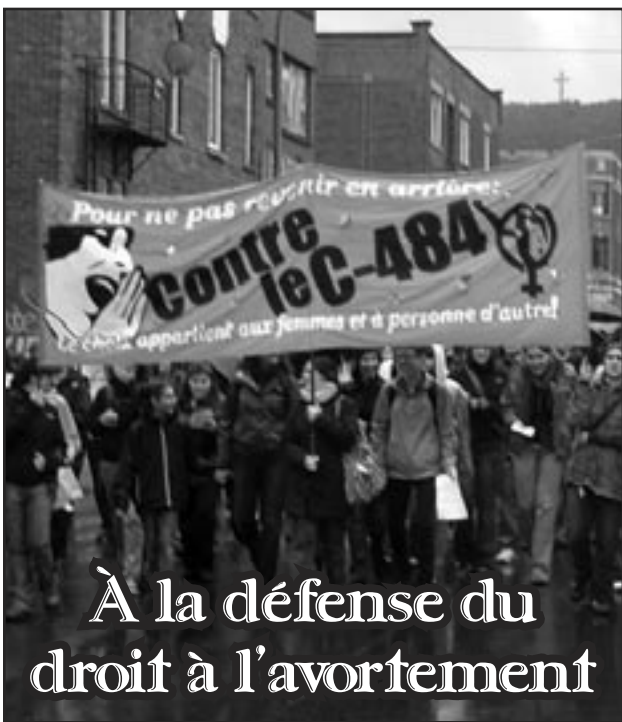


Photo: Collectif 19 juillet

L’avortement est encore et toujours un sujet controversé au Canada. Le 1er juin dernier, près de 1000 personnes ont manifestées à Montréal, pour défendre le droit à l’avortement, à l’appel du «Collectif de féministes opposées au projet de loi C-484».

Les pro-vies placent leurs pions, que ce soit dans la rue ou au parlement canadien, avec le projet de loi C-484. Ce projet de loi s’attaque au fondement de la décriminalisation de l’avortement, soit l’identité juridique du fœtus. «Pour nous, il n’y a aucun doute que ce projet de loi nous ramène 20 ans en arrière» s’exclame Claude-Catherine Lemoine, porte-parole du Collectif. «Malgré les exceptions prévues au projet de loi, les menaces sont réelles, nous n’avons qu’à observer comment des projets de loi similaires ont judiciarisé les femmes aux Etats-Unis» lance Julie Sango, porte-parole du Collectif. La droite religieuse anti-avortement, qui applaudit à tout rompre, et l’appui du caucus des parlementaire pro-vie ne laisse aucun doute sur l’importance des enjeux.

Ces liberticides, souvent proche de la droite religieuse, croient que les désirs de leurs «amis imaginaires» devraient s’appliquer à tout le monde et que ceux-ci devraient régir les moindres détails de la vie des femmes. Ils ne semblent pas se préoccuper de la qualité de vie d’un enfant qui aurait été mis au monde contre la volonté de sa mère (donc non désiré). Ils ne semblent pas non plus se préoccuper du nombre de femmes qui meurent chaque jour dans le monde, suite aux conséquences d’un avortement clandestin réalisé dans des conditions sanitaires inadéquates. Et pendant ce temps, leurs prêtres continuent de violer des enfants en toute impunité et ça, curieusement, ils n’en parlent pas.

Le contexte actuel est inquiétant en ce qui a trait au droit à l’avortement au Canada : le projet de loi C-484 a été adopté en première lecture et plus près de nous, des pro-vie se feront encore entendre cet automne, avec leur «Chaîne de la vie» en face du Centre Mère-enfant. L’année dernière, une contre-manifestation avait été appelée par le Collectif anarchiste La Nuit et le Collectif féministe libertaire Aïnsi-squattent-elles. Celle-ci avait réunit trois fois de plus de personnes que les intégristes religieux.

Il est essentiel et nécessaire de continuer de faire valoir notre opposition à ce discours misogyne, sexiste et patriarcal cet automne. La menace est bien réelle, n’attendons pas qu’il soit trop tard avant de réagir. N’attendons pas d’être obligées de retourner à la vieille méthode du cintre avant de leur crier «vos rosaires loin de nos ovaires !»

Journée historique, répression des flics



Le 1er mai dernier, Journée internationale des travailleurs et travailleuses, une manifestation anticapitaliste était au programme dans les rues de Montréal. L’effort de mobilisation et d’organisation provenait de différents groupes anticapitalistes de la métropole, dont le collectif montréalais de la NEFAC, La Commune. L’agitation en vue de la manif s’étant échelonnée sur deux mois, la journée du 1er mai s’annonçait comme ce qu’elle doit être historiquement : un jour de lutte pour les prolétaires du monde entier.

Le rassemblement était prévu à la place Valois, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. De cette façon, les organisateurs et organisatrices cherchaient à rendre visible la pauvreté et la gentrification grandissante de cette zone ouvrière, en proie actuellement à la spéculation des yuppies qui rêvent d’y modeler un nouveau Plateau Mont-Royal.

La journée durant, des militantEs de différents groupes communautaires du quartier investissaient la place Valois afin d’y diffuser des tracts et des journaux aux passants. De même, d’autres personnes ont pu donner les renseignements quand à la manifestation qui avait lieu en soirée, soit à partir de 18h30. C’est à cette heure que le plus gros des troupes commençaient à serrer les rangs. De la nourriture gratuite était disponible (merci à People’s Potatoe, cuisine populaire basée à l’université Concordia) ainsi qu’une multitude de pancartes et autres bannières. L’atmosphère était à la fête et au rassemblement ; on ne sentait pas une tension vive qui aurait pu installer un certain climat agressif, et plusieurs familles avec leurs enfants étaient sur les lieux.

Situés à proximité, des dizaines d’agents de la police de Montréal paraissaient, eux, sur les nerfs. Visages allongés, yeux interrogateurs, prêtEs à intervenir au moindre «dérapage». Vers 19h, un membre de la NEFAC-Montréal prit le mégaphone et lança un premier speech. Il aborda la question du développement immobilier dans le quartier : la gentrification est un effet du capitalisme, qui est la cause du problème.

Un peu plus tard, environ 800 personnes prirent la rue Ontario en direction ouest. La marche était animée et politiquement diversifiée. Soulignons la présence d’un bloc rouge et

noir d’une quantité appréciable. Aucun geste de dégradation n’aura été commis sur le chemin qui mènera juste un peu avant l’intersection Ontario-De Lorimier. Au contraire, tandis que plusieurs déambulaient dans la rue en jasant tranquillement avec des camarades, d’autres informaient la population locale du but de l’événement à l’aide d’un tract. Quelques instants auparavant, deux néo-nazis pointeront le bout de leur nez à une intersection. Après quelques boutades et menaces, des antifascistes décidèrent de prendre les choses en main et de barrer le passage à l’extrême-droite, en les chassant tout bonnement. Il est à noter que peu de personnes ont pu être témoins de cette scène.

Cinq à dix minutes plus tard la police anti-émeute était déployée à l’arrière de la manifestation, là où se trouvaient pas mal d’enfants et de personnes plus âgées. Mine de rien, la police chargea à plusieurs reprises, tapant du bouclier et se montrant démesurément agressive. ArrivéEs à la hauteur de De Lorimier, nous fûmes pris en sandwich par un escadron de flics qui chargea la tête de la manif. Dès lors, ce fut l’implosion. Plusieurs personnes tentèrent de s’échapper, croyant à un encerclement. Le groupe fut scindé en plusieurs parties, les flics s’en donnant à cœur joie avec quelques individus isolés. Dans le chaos, une plus petite foule se retrouva par la suite au métro Papineau. Un discours rageur fut prononcé, dénonçant l’intransigeance de la police.

En guise de bilan, nous retiendrons la forte participation et l’engouement suscité par la manifestation, la réaction surprenante des gens du quartier, qui semblaient curieux et intéressésEs, et surtout la répression politique du SPVM. La police s’est servie du prétexte de quelques taloches sur la gueule entre une infime minorité de personnes pour s’attaquer délibérément à une manifestation populaire forte de près de 1000 individus. Plus que jamais, nous clamerons haut et fort notre opposition au capitalisme et à ses laquais, le 1er mai comme à chaque jour de l’année!

Photos: Voix de faits

2033, St-Laurent, Montréal

L'INSOUMISE
Librairie Anarchiste

Livres, revues, brochures et journaux

Horaires :
Lundi : fermé
Mardi - mercredi : de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi : de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche : de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489

DIRA
BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE
DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES
lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 19:00
mercredi et jeudi: 14:00 à 18:00
2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
TEL: 514-843-2018 / E-MAIL: dira@dira.net